

Transmis pour information aux honorables membres de la

- Conférence des Présidents
- Commission des Pétitions
- Commission des Finances et du Budget

Luxembourg, le 2 juin 2020



**LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG**

Le Ministre aux Relations avec le Parlement

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Entrée le :

21 AVR. 2020

**Monsieur le Président
de la Chambre des Députés
Luxembourg**

Luxembourg, le 17 AVR. 2020

Personne en charge du dossier:
Jean-Luc Schleich
☎ 247 - 82954

SCL: PET 1436 - 437 / nb

Objet : Pétition n°1436 – Pouvoir déduire fiscalement soit les factures du vétérinaire de nos amis animaux de compagnie que les dons faits aux asiles pour animaux ou aux organismes pour la protection des animaux.

Monsieur le Président,

Comme suite à la demande afférente de la Commission des Pétitions du 11 mars 2020, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe la prise de position de Monsieur le Ministre des Finances sur la pétition n° 1436 relative à l'objet sous rubrique.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

**Le Ministre aux Relations
avec le Parlement**

Marc Hansen

Prise de position de Monsieur le Ministre des Finances, Pierre Gramegna concernant la Pétition publique n°1436 – Pouvoir déduire fiscalement soit les factures du vétérinaire de nos amis animaux de compagnie que les dons faits aux asiles pour animaux ou aux organismes pour la protection des animaux.

La Commission des Pétitions a décidé de solliciter une prise de position du Ministre des Finances par rapport à une pétition qui traite de la déduction fiscale des factures du vétérinaire des animaux de compagnie ainsi que des dons faits aux asiles pour animaux ou aux organismes pour la protection des animaux.

Selon l'article 109 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.), les charges et dépenses qualifiées de dépenses spéciales sont déductibles du total des revenus nets dans la mesure où elles ne constituent ni des dépenses d'exploitation, ni des frais d'obtention et ne sont pas en rapport avec des revenus exemptés. Par dépenses spéciales sont visées notamment :

- les arrérages de rentes et de charges permanentes dues en vertu d'une obligation particulière et les rentes payées dans le cadre d'un divorce (alinéa 1, n°1 de l'article 109 L.I.R.) ;
- les intérêts débiteurs dans la mesure où ces intérêts ne sont pas en rapport économique avec des revenus exemptés (alinéa 1, n°1a de l'article 109 L.I.R.) ;
- les cotisations et primes d'assurance visées aux articles 110, 111 et 111bis (alinéa 1, n°2 de l'article 109 L.I.R.) ;
- les libéralités visées à l'article 112 L.I.R. dans la mesure où elles ne dépassent pas vingt pour-cent du total des revenus nets, ni 1.000.000 euros (alinéa 1, n°3 de l'article 109 L.I.R.) ; et
- les pertes antérieures reportées pour autant qu'elles répondent aux conditions fixées à l'article 114 (alinéa 1, n°4 de l'article 109 L.I.R.).

Certaines dépenses spéciales sont déductibles parce qu'elles sont inévitables pour les contribuables dans la majorité des cas. L'on peut mentionner par exemple les prélèvements et cotisations versées en raison de l'affiliation obligatoire des salariés au titre de l'assurance maladie et de l'assurance pension. D'autres dépenses spéciales sont déductibles essentiellement pour des raisons sociales que le législateur veut explicitement soutenir par la voie de déduction. L'on peut mentionner par exemple la déductibilité des intérêts débiteurs dans la mesure où ces intérêts ne sont pas en rapport économique avec des revenus exemptés.

En appliquant le cadre législatif actuel sur la demande du pétitionnaire concernant la déductibilité des factures du vétérinaire des animaux de compagnie, il est à conclure qu'elles ne tombent pas dans une des catégories mentionnées ci-avant, et ne peuvent dès lors pas être déduites au titre des dépenses fiscales dans le cadre de l'imposition par voie d'assiette ou d'une demande en régularisation par décompte annuel.

Comme des dépenses vétérinaires ne sont en principe pas directement faites en vue d'acquérir, d'assurer et de conserver les recettes, elles ne peuvent pas non plus être déduites au titre de frais d'obtention dans le cadre de l'une des catégories de revenus nets mentionnées aux numéros 4 à 8 de l'article 10 L.I.R.

Finalement, il faut attirer l'attention du pétitionnaire sur le fait que certains dons et libéralités peuvent être déductibles fiscalement en tant que dépenses spéciales dans le chef des donateurs. Il s'agit notamment des dons en espèces versés à des organismes reconnus d'utilité publique et des dons en espèces ou en nature faits au Fonds culturel national, dans les limites des articles 109 et 112 L.I.R. Dans ce contexte, il est à noter par exemple, que la « Lëtzebuerger Déiereschutzliga » est reconnue comme un « établissement d'utilité publique ». Les dons versés à la « Lëtzebuerger Déiereschutzliga » sont donc déductibles comme des dépenses spéciales dans les limites prévues par la L.I.R.